

Pôle communication
Tél. : 24 66 40

Jeudi 4 février 2016

INFO PRESSE

30^e comité directeur du Fonds Pacifique

Le comité directeur du Fonds Pacifique s'est réuni, sous la présidence de la Polynésie française, à Papeete le 29 janvier, en présence de Thierry Cornaille, porte-parole du gouvernement et représentant de la Nouvelle-Calédonie. Comme chaque année, ses membres ont sélectionné les projets qui bénéficieront du soutien du ministère des Affaires étrangères.

Créé en 1985, ce fonds de coopération du ministère des Affaires étrangères et du développement international est un véritable outil de rayonnement de la France dans le Pacifique. Il a pour vocation de soutenir des dossiers œuvrant à l'intégration régionale de ses trois territoires (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis-et-Futuna). Pour être éligibles, les projets doivent impliquer au moins un territoire français et un État ou territoire non-français de la zone Pacifique.

Pour l'année 2016, 180 millions de francs (1,5 millions d'euros) ont été répartis entre 38 projets parmi les 99 projets candidats. Les secteurs retenus en priorité sont la lutte contre le changement climatique et la prévention des catastrophes naturelles, le développement économique et la sécurité sanitaire et alimentaire.

Depuis 2007, la Nouvelle-Calédonie inscrit dans son budget une enveloppe de cofinancement du Fonds Pacifique. Celle-ci s'élève à 26 millions de francs en 2016. Lors du comité directeur, six projets impliquant la Nouvelle-Calédonie ont été retenus et se sont vus attribuer 22 200 000 francs au total :

- projet FRAGÎLES en partenariat avec l'IRD dont l'objectif est de contribuer à renforcer la résilience des populations océaniques sur trois sites face aux impacts négatifs du changement climatique (les atolls de Tarawa Nord à Kiribati, Hikueru et Anaa aux Tuamotu et Thio, Ponérihouen et Touho en Nouvelle-Calédonie) ;
- projet PORTAIL FLE en partenariat avec l'Université de la Nouvelle-Calédonie qui vise à encourager la mobilité des étudiants de l'UNC et à répondre aux besoins de formation linguistique formulés par les pays voisins (Australie, Nouvelle-Zélande...) ;
- projet de coopération technique agricole pour le développement des échanges économiques, en partenariat avec la Chambre d'agriculture de Nouvelle-Calédonie ;
- projet d'alimentation en eau potable de trois îles du Vanuatu, en partenariat avec la société Thésée Ingénierie ;

- projet de mise à disposition de moyens par la Croix-Rouge dans le cadre de l'accord de coopération FRANZ (France, Australie, Nouvelle-Zélande) ;
- projet d'organisation de la réunion annuelle des partenaires de l'Accord FRANZ à Nouméa.

Par ailleurs, le comité directeur du Fonds Pacifique s'est engagé à réexaminer le projet de coopération économique « Pacific Business Days » - organisé en partenariat avec la CGPME et visant à réunir les différents acteurs du secteur privé de la région Pacifique - lors de la consultation de rattrapage prévue en mai.

Entretiens bilatéraux

En marge du comité directeur du Fonds Pacifique, Thierry Cornaille a mené des entretiens bilatéraux avec Édouard Fritch, président du gouvernement de la Polynésie française ; Lionel Beffre, Haut-commissaire en Polynésie française, Teva Rohfritsch, ministre polynésien de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements et Tearii Alpha, ministre du Logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine.

Ces entretiens ont principalement porté sur la relance d'une coopération décentralisée entre les deux collectivités, en particulier sur le secteur du logement et la sécurisation du câble sous-marin.

Une démarche conjointe auprès du président du Forum des Îles du Pacifique a été convenue afin de faire avancer le dossier de l'accession de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française au statut de membre à part entière au sein de l'instance régionale.

Enfin, une rencontre entre les présidents du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française sera organisée d'ici fin 2016.